

Le 7 avril 2021

Comité permanent de l'accès à l'information,  
de la protection des renseignements personnels et de l'éthique  
131, rue Queen, 6<sup>e</sup> étage  
Chambre des communes  
Ottawa ON K1A 0A6  
Canada

Mesdames et Messieurs les membres du Comité,

Ces derniers mois, nous avons vu avec consternation les législateurs du Canada cibler des artistes et des entreprises de divertissement pour adultes légitimes, reprenant ainsi sans le savoir une campagne de censure lancée par des organisations religieuses évangéliques des États-Unis.

Des évangélistes chrétiens comme Laila Mickelwait et Benjamin Nolot d'Exodus Cry, et des extrémistes religieux comme Dawn Hawkins du NCOSE (anciennement Morality in Media) ont passé la dernière année à tenter de faire fermer des plateformes pour adultes comme Pornhub et à interdire le contenu pour adultes de sites de médias sociaux comme Twitter. Ils affirment que ces plateformes conspirent dans le but de distribuer de la pornographie de vengeance et des images d'agressions sexuelles contre des enfants, ou qu'à tout le moins, elles s'en font les complices. De telles affirmations semblent convaincantes – appuyées qu'elles sont par une foule de poursuites douteuses et d'anecdotes sensationnalistes – mais elles ne sont pas corroborées par les faits.

La pornographie de vengeance et les images d'agressions sexuelles contre des enfants sont des problèmes qui frappent Internet au complet. Nous savons que derrière chaque incident, il y a des vies qui sont détruites. Les témoins qui ont comparu devant le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique de la Chambre des communes l'ont bien exprimé. Quiconque prend part à de telles violences ou fait circuler des images intimes non consenties doit être puni.

Mais contrairement aux déclarations à l'emporte-pièce que font ces organisations religieuses, les incidents du genre ne se limitent pas aux sites pour adultes; d'ailleurs, il n'y sont même pas particulièrement endémiques. Dans un monde où les fichiers numériques peuvent être diffusés à grande échelle d'un seul clic, il s'agit d'un problème qui pèse sur tout le monde, de Facebook à Dropbox. En fait, en dépit des propos enflammés qui se tiennent, l'industrie du divertissement pour adultes a fait preuve de

plus d'énergie et d'efficacité que ses homologues grand public dans la modération et le blocage de tels contenus. Les données prouvent que les plateformes pour adultes présentent une incidence radicalement plus faible de pornographie de vengeance et d'images d'agressions sexuelles contre des enfants que les sites de médias sociaux les plus populaires.

La campagne #Traffickinghub ne tient compte ni des faits ni des plaintes des travailleurs et travailleuses du sexe dont elle a ruiné l'existence. Les appels généraux à la censure frappent avant tout les communautés marginalisées. Des centaines de milliers de créateurs indépendants de contenus pour adultes dépendent de ces plateformes, et ce sont eux qui sont les plus vulnérables en cas de panique morale de la société.

S'ils veulent véritablement mettre fin aux problèmes que nous venons d'évoquer, les députés doivent travailler avec les créateurs et les plateformes pour adultes au lieu d'agir contre eux. Nous comprenons la nature du problème et la technologie avec laquelle on le relaie, et nous savons ce qui est efficace et ce qui ne l'est pas contre lui. L'industrie du divertissement pour adultes est à l'avant-garde du combat depuis des décennies, par l'établissement de la première ligne de dénonciation de crimes du genre, par sa collaboration avec les agences d'exécution de la loi, ainsi que par le développement de protocoles perfectionnés pour l'identification, le blocage, le signalement et le retrait de tels contenus.

Pornhub, la cible de tant d'attaques récentes, possède maintenant un système de signalement de contenu plus sophistiqué et plus efficace que les principales plateformes Internet. C'est là un modèle pour l'avenir, pas une mise en garde. Pourtant, la chose n'empêche pas Exodus Cry et NCOSE de continuer d'exiger sa fermeture.

Aucun système n'est parfait, ce qui fait de Pornhub une cible facile, surtout lorsqu'on s'est fixé pour objectif d'interdire purement et simplement tout contenu de nature sexuelle. Les mêmes groupes qui financent la campagne #Traffickinghub exigent également qu'on chasse les travailleurs du sexe légitimes d'Internet, qu'on censure la nudité dans Netflix, et qu'on retire les contenus LGBTQ d'Amazon.

Cette croisade contre Pornhub est hypocrite et cache sa vraie nature. Si les députés se laissent persuader par #Traffickinghub et ferment le site, non seulement ne vont-ils pas résoudre le problème – car les usagers vont alors se tourner vers des plateformes étrangères moins réglementées et moins responsables – mais ils vont faire des ravages parmi des hommes et des femmes qui dépendent de plateformes pour adultes légitimes

et responsables pour payer le loyer, donner à manger aux enfants et se mettre un peu d'argent de côté.

Nous lançons un appel aux députés pour qu'ils donnent la parole à ces personnes, et pour qu'ils travaillent avec nous, qui avons mené la lutte sur ces fronts, et qui comprenons les risques, les défis et les données, plutôt qu'avec des groupes dont le but est d'interdire tout discours de nature sexuelle.

Michael Stabile  
Directeur des communications  
Free Speech Coalition

*Free Speech Coalition est une organisation nord-américaine pour l'industrie du divertissement pour adultes et ses travailleurs aux États-Unis et au Canada.*